
M.E.S., Numéro spécial, Kinshasa, 25 mai 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

ISSN (en ligne) : 2790-3109

ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 1^{er} juin 2022

Numéro spécial consacré au thème :

*Regards croisés sur les 20 ans d'existence et d'exercices de la
Chaire de Dynamique Sociale*

Kinshasa, 25 mai 2022

IV.

LA CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE :
SES SERVICES A LA SOCIETE CONGOLAISE

**Le bénéfice de l'engagement de la Chaire de Dynamique Sociale dans
l'évaluation des projets de développement communautaire.
Le cas du projet d'appui à la structuration et au développement des
capacités de production agricole des populations rurales défavorisées de la
province de l'équateur 2008-2013 : *impact sur la vie des bénéficiaires.***

par

Alphonse Benza Kongawi
Chef de Travaux, Relations Internationales
Université de Kinshasa

Introduction

La présente réflexion examine l'intérêt, les résultats et l'impact de l'évaluation faite par la CDS (Institution principale) et Hiva-KU Leuven (Institution d'accompagnement) 40 ans après, l'implantation du Centre de Développement Intégral (CDI) Bwamanda appuyé en logistique, en financement et en formation technique par le Fonds Belge de Survie dont les réalisations sont marquées par un succès mitigé. Cette évaluation a eu pour but principal, de livrer des données de base qui permettraient au bailleur précité de mieux être éclairé sur les pesanteurs et de se décider, à nouveau, d'injecter des fonds nécessaires en vue de relever progressivement des conditions existentielles des populations extrêmement pauvres dans la contrée.

Cependant, au-delà de cette option de récession, se pointe au bout de la réflexion, la nécessité que nous soulignons en faveur du rapprochement entre la trilogie des acteurs impliqués dans ce genre de projet de développement communautaire, à savoir : bailleur de fonds, acteurs sociaux et chercheurs de centre universitaire.

Pour un cheminement rationnel de notre pensée, ce texte aborde successivement, l'historique du CDI-Bwamanda et les objectifs de l'étude menée par la CDS, la qualité des résultats de l'étude et leur impact sur l'avenir du CDI. Une brève conclusion met un terme à cette réflexion.

1. Bref historique de CDI et objectifs de l'enquête menée

1.1. Bref historique de CDI

Depuis son implantation, en 1969, dans la région du Sud et du Nord Ubangi et face à la pauvreté extrême des populations vivant dans cette contrée de la République Démocratique du Congo, le Centre de Développement Intégral (CDI) s'est fixé, comme objectif principal, *le relèvement progressif de leurs conditions existentielles.*

Pour atteindre cet objectif, le Fonds Belge de Survie - bailleur a estimé qu'il fallait mener des actions dans le secteur économique, spécialement dans l'agriculture comme spécificité de cette région. Selon le CDI, les retombées positives de la rentabilité agricole devaient profiter à tous les autres secteurs de la vie sociale, et contribuer ainsi, tant soit peu, à l'amélioration des conditions de vie des populations du Nord Equateur.

Parmi les domaines susceptibles de tirer le maximum d'un surplus de type économique généré par les activités agricoles, le CDI a relevé les services éminemment sociaux ci-après : les soins de santé, l'enseignement, la nutrition, l'eau potable (le forage), la commercialisation des produits agricoles, l'usinage, l'engineering, l'élevage, la pisciculture, les routes, les ponts, l'habitat, l'habillement, les magasins sociaux, les foyers sociaux, l'alphabétisation des adultes, l'encadrement et l'animation au développement, le recyclage des agents de développement, les ateliers de coupe et couture, la radio lendisa, la revue de vulgarisation des activités de développement, etc.

Des actions ont été entreprises au niveau de ces secteurs et des évaluations ont eu lieu, comme en témoignent divers rapports¹²⁰. Certes, plusieurs réalisations sont à l'actif du CDI dont la présence sur le terrain est manifeste, mais beaucoup reste encore à faire.

Parmi les critères qui font la cohérence d'une action, figurent celui d'efficacité et celui d'efficience. C'est ainsi que le bailleur de fonds s'est-il interrogé en ces termes : l'action entreprise par le CDI a-t-elle été accomplie dans les délais et dans les limites des fonds mis à sa disposition, avec le maximum de bénéfices et aux moindres coûts ? Cette action menée a-t-elle entraînée réellement les effets escomptés sur le mode de vie des populations supposées bénéficiaires du projet CDI ?

En effet, le bailleur ne pouvait pas s'empêcher de se demander pourquoi, malgré tant de fonds investis dans la réalisation du noble objectif à la base de la création du CDI et de tant d'efforts accomplis, au prix de mille et une difficultés, les résultats attendus tardent à venir. Où se situe la pierre d'achoppement ? Où se situe le goulot d'étranglement ?

Aussi a-t-il compris que, face à cette situation inextricable, les responsables du CDI se sont vus dans l'obligation de chercher les voies et moyens d'en sortir. L'une de ces voies a été celle de s'adresser à un Centre de recherche qui peut accepter de lui venir en aide dans la quête des solutions efficaces. Il a été appelé à revisiter les capacités de production agricole.

¹²⁰ cfr. L'état de lieux exposé dans les pages qui suivent.

Le CDI a fixé son choix sur la CDS, dont la composition revêt un caractère interdisciplinaire, et qui a l'avantage de s'investir dans la recherche-action. En tant que recherche appliquée, cette dernière vise, fondamentalement, le changement social dans le chef des enquêtés. Elle est une recherche pour l'action sociale qui s'inscrit, ainsi, parfaitement, dans les perspectives du CDI.

Aussi, dès la réception des termes de référence, une équipe interdisciplinaire composée des sociologues, des anthropologues, des économistes agricoles et ruraux s'est-elle mise immédiatement au travail, en vue de préparer et de réaliser l'enquête sur le terrain et d'en exploiter scientifiquement les résultats.

1.2. Objectifs de l'étude

Conformément aux termes de référence, l'enquête menée par la CDS a eu comme objectif la collecte des données probantes - issues tant de la littérature que de l'analyse des informations recueillies sur le terrain - afin de permettre au « CDI Bwamanda » de :

- peaufiner les indicateurs dans le cadre logique et produire des données quantitatives, afin de suivre et d'évaluer l'évolution du projet ;
- procéder à une analyse profonde de la pauvreté dans la région, et ;
- élaborer une stratégie pour que les actions du projet soient concentrées sur les plus pauvres.

A cet effet, l'enquête dont les résultats suivent ci-dessous, a été menée dans le Sud-Ubangui sur les axes Bwamanda, Gemena et Bobito et au Nord-Ubangui sur les axes de Yakoma, Wapinda et Yandongi, avec un total de 310 entretiens dont 200 au Sud et 110 au Nord Ubanguï.

2. Principaux résultats de l'étude menée par la CDS

Comme il s'est agi d'une recherche action, la finalité était de présenter les résultats en terme d'acquis à consolider et de défis à relever par le CDI pour l'avenir.

2.1. Quelques acquis à consolider

De manière succincte, quelques acquis à consolider s'affichent au palmarès de CDI-Bwamanda en tant que Centre de développement intégral de lutte contre la pauvreté dans la région du Nord Equateur.

A cet effet, la CDS relève la volonté, l'enthousiasme et la participation massive des populations cibles au développement à travers le CDI ; une confiance accrue des paysans au partenaire CDI-Bwamanda. En effet, il s'observe sur le terrain, une forte disponibilité- implication des paysans aux programmes du CDI-Bwamanda.

Les populations ne manquent pas d'apporter leur quote part, bien que modestement, au CDI-Bwamanda. Il s'agit là, d'une base importante pour l'animation rurale au développement.

L'un de plus grands faits de la réussite du CDI à travers cette région se situe au plan sanitaire. Très peu de familles disposent de moyens de payer les frais afférents aux soins de santé. Souvent, elles n'y parviennent que grâce aux mutuelles de santé dont la participation est de 1\$ par individu et par an.

Pour faciliter l'accessibilité financière aux soins de santé, le système de mutuelle de santé a été mis sur pieds et chaque membre de famille paie annuellement plus ou moins l'équivalent de 1 dollar américain. Le malade affilié à la mutuelle ne paie que 20 % du tarif normal des soins à l'hôpital et la caisse mutuelle supporte les 80 % du tarif. C'est d'ailleurs pour cela que 79% de nos enquêtés recourent aux services de santé implantés par le CDI.

Hélas, des abus sont observés de part et d'autre sur cette question : d'une part, les familles non affiliées recourent indûment aux personnes avec lesquelles elles vivent pour faire face aux soins, et d'autre part, le personnel spécialisé du corps de santé en abuse pour substituer à leur profit individuel le véritable ayant droit.

Il y a lieu d'ajouter à cette liste, des acquis (la création des emplois, la réfection et construction des routes, les écoles, l'adduction d'eau potable, l'encadrement des paysans qui ont appris des nouvelles techniques culturelles), sans oublier la persévérance du CDI, malgré les sabotages répétés de son élan et de ses actions entreprises dans une région négligée par les originaires qui n'investissent presque ou pas du tout.

2.2. Les écueils

C'est sur ce point que l'étude réalisée par la CDS présente tout son intérêt et interpelle toutes les consciences.

2.2.1. Du côté de la population

Il sied d'épingler la culture de la gratuité et du moindre effort bien renseignée dans plusieurs études sur la région. Il faut également relever la participation mitigée (selon les villages et les programmes) des populations dans quelques cas où leur contribution est sollicitée. On peut citer la fabrication des briques pour la construction des centres de santé, des écoles, de greniers du village, l'entretien de route, la construction des ponts, l'adduction d'eau potable, etc.

Les pratiques et croyances incompatibles au processus de développement, notamment l'alcoolisme, le tabagisme, la propension pro-

nataliste, la croyance à l'invulnérabilité du noir face aux microbes, l'insalubrité de l'environnement.

Par ailleurs, la notion de cotisation à la mutuelle est, parfois mal comprise par les paysans qui pensent que la somme qu'ils versent en guise de cotisation dans leur mutuelle est remboursable en cas de sa non jouissance de service jusqu'à la fin de l'exercice annuel.

2.2.2. Du côté du CDI-Bwamanda

- L'esprit paternaliste, surtout à ses débuts, marqué par la distribution des produits et services gratuits à la population qui a de la peine à accepter d'investir dans la production.
- L'attitude dirigiste des acheteurs des produits agricoles, dont le CDI, en matière de fixation de prix des produits agricoles est incompatible avec un des principes sacrés du développement communautaire, à savoir : la participation de la base dans la prise des décisions.
- Le budget limité du CDI pour l'entretien de route ne lui permet pas de couvrir toute sa zone d'intervention dans le Nord-Equateur. En effet, la construction des bonnes routes reste la condition *sine qua non* dans la lutte contre la pauvreté dans la région d'autant plus qu'elle permettra, à la fois aux paysans d'évacuer leur production vers les points de vente rentable, et aux commerçants (acheteurs) d'accéder à moindre coût aux zones de production.
- A vouloir intervenir dans tous les secteurs de la vie des populations du Nord Equateur, le CDI tombe dans les actions de soupoudrage.

3. Impact de ses résultats sur de devenir du CDI-Bwamanda

A notre regard, la clarté des résultats enregistrés à l'issue de l'évaluation faite par la CDS sur les actions entreprises par le CDI, saute aux yeux. Ils interpellent à la fois les responsables de ce Centre, les populations de la contrée et ont influencé positivement l'option qui attendait d'être levée par le bailleur, dans la perspective d'une réinjection des fonds à destiner à la revitalisation du Centre. Dégageons clairement la part de responsabilité de chacun de ces acteurs.

3.1. Les responsables du CDI-Bwamanda

Il s'agit ici très clairement des dirigeants congolais affectés à la gestion du Centre. Ils ont chacun pris conscience de sa part sur le piétinement du projet qui a eu pour ambition d'améliorer bien sensiblement les conditions de vie des paysans défavorisés du Nord de l'Equateur. En définitive, les conclusions et recommandations faites par les chercheurs de la CDS, leur ont servi d'alerte, car leur vie en dépendait indubitablement. Parmi ces cadres, la majorité on en fait carrière. Aussitôt après, des réunions, des concertations ont donné lieu à un nouveau départ. Ils se sont déployés dans tous les axes pour sensibiliser les

membres à s'impliquer chacun dans son secteur d'activité (agriculture, santé, éducation, infrastructure), avec un nouvel état d'esprit.

3.2. Les populations

Les campagnes de vulgarisation des résultats de l'enquête, menées par les gestionnaires du CDI, ont été en même temps l'occasion de sensibiliser les populations paysannes dont la vie est impliquée dans les actions animées par ce Centre de développement communautaire. D'un côté, ces populations se sont rendues compte de leur part de responsabilité dans l'échec de ce projet de développement local et de l'autre, ils ont eu l'audace et le courage d'interpeler les dirigeants-les sensibilisateurs sur ce qu'ils font de moins bien comme sur ce qu'ils ne font pas du tout.

Comme leurs dirigeants, les membres des différents villages ont redouté le désengagement probable du bailleur qui accompagne ce noble projet depuis plusieurs décennies. Ce qui serait une catastrophe dans la mesure où, les interventions notables de l'Etat dans cette partie du national, restent quasi nulles. De cette crainte, est née une reconversion des mentalités et un nouvel engagement dans la lutte contre la pauvreté. De nombreux chefs de famille ont été convaincus par la nécessité qu'il y avait de revisiter les habitudes tournées vers l'alcoolisme, la polygynie, le tabagisme qui les ruinent.

3.3. Le bailleur de fonds

A l'endroit de cette catégorie, le reproche principal reste celui de voir trop grand avec peu. Une telle option ne favorise pas des interventions de fond et durables. Sous l'étiquette de développement intégral, le CDI s'oblige d'embrasser à la fois, la santé, l'agriculture, la commercialisation des produits vivriers, l'éducation, les routes. Ne dit-on pas que, qui trop à embrasse mal étreint ?

A notre regard, considérant les spécificités de cette contrée, il est recommandable au Fonds belge de Survie qui a renouvelé son engagement de mettre en encore les moyens à la disposition de ce Centre de développement communautaire d'éviter de retomber dans la politique de saupoudrage sur leur litanie de secteurs d'intervention, il nous semble indiquer de consolider davantage les mutuelles de santé et de renforcer progressivement l'agriculture et l'entretien des routes de desserte agricole, prioritairement qui mènent vers des villages greniers.

On nous objectera, nous en somme convaincu, car l'éducation, l'alphabétisation ne sont à considérer comme sans importance, bien au contraire. Le Nord de l'Equateur qui compte présentement deux provinces (le Nord-Ubangui, le Sud-Ubangi), fait partie intégrante de la République Démocratique du Congo. Aussi, toutes les charges d'amélioration de la vie

communautaire ne doivent pas être laissées à une Ong. Les populations de cette contrée sont représentées à l'échelon provincial comme au niveau national. Elles doivent constamment interpeler leurs représentants (députés, sénateurs) afin que leur voix finisse par se faire entendre. Bien plus, ces populations doivent élire de façon responsable, lesdits représentants.

Nous devons pour ainsi dire qu'il est à la fois nécessaire et urgent d'instaurer un partenariat dynamique au sein du trio des acteurs précités. Aucun développement ne saurait voir le jour sans concorde entre population locale, bailleur philanthropique et Etat.

Conclusion

Le souci majeur du CDI, depuis sa création en 1969, a toujours été de se mettre au service des paysans pauvres du Nord et du Sud Ubangi ainsi que de ceux de la Mongala.

Animé par ce même souci, le CDI a élaboré un « projet d'appui à la structuration et au développement des capacités de production agricole des populations rurales défavorisées au Nord de la Province de l'Equateur (2008-2013).

Pour disposer des données empiriques objectives, susceptibles de contribuer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation périodique dudit projet, le CDI s'est adressé à la Chaire de Dynamique Sociale (CDS) de l'Université de Kinshasa, outillée en la matière.

Comme nous l'avons lu dans les pages précédentes, le rapport final des résultats de l'enquête menée par la CDS ont satisfait les objectifs clairement énoncés dans l'introduction de la présente réflexion. Dans les lignes qui suivent, nous en dégageons les idées maîtresses susceptibles d'aider le CDI à apprécier le chemin parcouru et à repartir sur des bases nouvelles.

Quelles leçons tirer de cette enquête ? Toutes proportions gardées, les résultats de l'enquête de la CDS confirment ceux des études antérieures. La Province de l'Equateur, en général, et la zone d'intervention du CDI-Bwamanda, en particulier, offre d'énormes potentialités aussi bien pour le développement des cultures que pour l'exploitation forestière et la pêche.

Malheureusement, elles ne sont pas exploitées à bon escient à cause de nombreux obstacles que connaissent tous les secteurs productifs de la province. Outre les difficultés liées à la conjoncture économique du pays, l'agriculture est confrontée à une pénurie presque endémique de principaux intrants, au mauvais état des routes, à l'insuffisance des moyens de transport, au manque d'intérêt manifeste de certaines populations pour les travaux agricoles, à la multiplicité

des taxes et aux tracasseries policières, qui découragent plus d'un paysan, et à l'insuffisance et à la qualité des encadreurs.

En conséquence, si l'on veut aller de l'avant, tout programme de développement à projeter dans cette région doit concevoir des stratégies capables de juguler ces goulots d'étranglement pour générer la synergie nécessaire permettant aux populations de réaliser leur bien-être.

A cet effet, comme l'ont affirmé les chercheurs de la CDS, il convient de retenir que le développement tel qu'envisagé par le CDI-Bwamanda, n'est réalisable que dans un contexte de synergie des efforts entre Etat, population, CDI et autres partenaires sociaux. Il s'agit là, en quelque sorte, de l'une des réponses à la grande question de la lutte contre une pauvreté récurrente dans la région qui requiert la participation des populations locales pour éviter tout dirigisme ou tout paternalisme.

Le CDI-Bwamanda n'a cessé de rechercher des voies et moyens de la promotion de l'agriculture, principale sinon unique activité productrice des revenus pour les populations de ses zones d'intervention. Cependant, aux côtés d'énormes progrès accomplis dans ce secteur de promotion de l'agriculture, plusieurs contraintes liées à production et à la commercialisation peuvent être relevées.

Pour la production, la réduction de la pauvreté n'est envisageable que dans les conditions où le paysan arrive à produire plus que ce dont il a besoin pour sa survie et dégager un surplus à accumuler. Pareille perspective tarde à se réaliser dans le contexte des zones encadrées par le CDI-Bwamanda à cause notamment du caractère rudimentaire des outils des paysans et du fait que la main d'œuvre mise en contribution demeure strictement familiale.

A la question de la production s'ajoute celle de la commercialisation. L'écoulement des produits agricoles des paysans soulève deux problèmes : celui de l'accès au marché et celui de sa rentabilité.

En ce qui concerne l'accès au marché, la production agricole est butée au problème de débouché. Ici, les paysans produisent sans espoir d'écouler leurs produits à cause de l'insolvabilité du marché local et de l'inaccessibilité des marchés extérieurs.

L'essentiel des recettes provenant de la vente des produits agricoles est absorbé par les contraintes de la rentrée scolaire, de la santé, de l'acquisition de l'outil de travail, etc. Il s'agit là d'une situation qui soulève la problématique de l'épargne, de la pension de retraite nécessaire dans la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête attestent qu'une partie de production reste invendue soit par insuffisance d'acheteurs par rapport au volume disponible, soit à la suite de l'accès difficile à certains centres de production ou encore de la distance éloignée des centres de production par rapport aux grands centres de consommation.

Le souhait de la CDS est que les attentes des paysans et les ambitions du Projet de développement intégral, préconisé par le CDI, puisse être rencontrées et réalisées avec des moyens et un engagement collectif conséquents.